

DEPARTEMENT DE L'AIN – COMMUNE DE NANTUA

REF : DR – N° 2023-99

THEME : URBANISME - TRAVAUX

OBJET : DÉFINITION DES ZONES D'ACCÉLÉRATION DES ÉNERGIES RENOUVELABLES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL SÉANCE du 18 DECEMBRE 2023

Nombre de membres en exercice = 23

Légalement convoqué le 12 décembre 2023, le Conseil municipal s'est réuni le Lundi 18 décembre 2023 à 18 h 30, à l'Hôtel de Ville, sous la présidence de Monsieur Jean-Pascal THOMASSET, Maire

PRESENTS = Mmes et MM. Bernard TAVERNIER, Annick SERRE, Renaud DONZEL, Jean-Michel LEGRAND, Olivier ROBIN, Jean-Henri LAURENT, Annie COLOMB, Sylvie CHARDEYRON, Eric TRINQUET, Denis COLLET, Christophe BLANC, Brigitte LIMODIN.

Formant la majorité des membres en exercice.

Absents excusés :

Séverine DEBUS donne pouvoir à Renaud DONZEL,
Florence GAUTHIER donne pouvoir à Annick SERRE,
Nathalie ROMNET donne pouvoir à Jean-Pascal THOMASSET,
Suzy CASSAR,
Umus PERRONE.

Absents non excusés :

Bertrand BONNAMOUR
Nathalie TISSOT,
Mihrican AVCI,
Thomas GIRARD.

Monsieur Jean-Michel LEGRAND, Adjoint en charge de l'Urbanisme, rappelle au Conseil Municipal que les dispositions de l'article 15 de la loi n°2023-175 du 10 mars 2023 relative à l'accélération de la production d'énergies renouvelables, prévoient la définition par les communes de zones d'accélération par filière pour l'implantation d'installations terrestres de production d'énergies renouvelables, après concertation du public.

Il précise que les zones d'accélération correspondent aux zones jugées préférentielles pour l'implantation d'installations de production d'énergies renouvelables en tenant compte des potentiels du territoire communal et de leur pertinence sur le territoire ; ces zones peuvent concerner plusieurs énergies renouvelables pour répondre aux différents usages, en électricité, chaleur ou gaz.

Il est précisé que ce dossier a fait l'objet d'une part d'une présentation en commission urbanisme- travaux en date du 12 octobre 2023 et d'autre part d'une concertation publique réalisée du 24 novembre 2023 au 18 décembre 2023 via la plateforme internet « Purpoz ».

Les zones d'accélération proposées sur le territoire communal, sont disponibles en annexe 1, de la présente délibération. Elles sont les plus larges possibles, afin de permettre la faisabilité de tout projet éventuel.

La commune a souhaité se concentrer sur les productions d'énergies en toitures afin d'éviter le plus de nuisance visuelle. Deux pistes d'énergie complémentaires vont être étudiées : la géothermie et la biomasse.

L'objectif est de développer l'installation de la production d'énergies renouvelables tout en préservant le cadre de vie et le patrimoine de la commune.

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, le tribunal administratif de Lyon peut être saisi par voie de recours formé contre la présente délibération pendant un délai de deux mois commençant à courir à compter de la plus tardive des dates suivantes :

- date de sa réception en Préfecture de l'Ain (Sous-préfecture de Nantua)
- date de sa publication et/ou de sa notification

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'Autorité territoriale, auteur de l'acte, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir :

- soit à compter de la notification de la réponse de l'Autorité territoriale, auteur de la présente délibération ;
- soit deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'Autorité territoriale, pendant ce délai.

Cela étant exposé, il sera demandé au Conseil Municipal, après en avoir délibéré, A L'UNANIMITE DE SES MEMBRES PRESENTS :

- **D'approuver** la carte définissant, conformément aux dispositions de l'article 15, de la loi n°2023-175, les zones d'accélération des énergies renouvelables, telle que jointe en annexe à la présente délibération
- **D'autoriser** Monsieur le Maire à signer tout document afférent à ce dossier

De charger Monsieur Le Maire de l'accomplissement des formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Pour extrait conforme au registre des délibérations du conseil municipal.

Acte rendu exécutoire après dépôt
en Sous-préfecture de Nantua le
Publication ou affichage le
Jean-Pascal THOMASSET
Maire de Nantua

Le Maire,
Jean-Pascal THOMASSET



Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, le tribunal administratif de Lyon peut être saisi par voie de recours formé contre la présente délibération pendant un délai de deux mois commençant à courir à compter de la plus tardive des dates suivantes :

- date de sa réception en Préfecture de l'Ain (Sous-préfecture de Nantua)
- date de sa publication et/ou de sa notification

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'Autorité territoriale, auteur de l'acte, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir :

- soit à compter de la notification de la réponse de l'Autorité territoriale, auteur de la présente délibération ;
- soit deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'Autorité territoriale, pendant ce délai.